



Plan Local d'Urbanisme

Elaboration

ANNEXES

6

Dossier d'arrêt

Vu pour être annexé à la
délibération du Conseil
Municipal pour l'arrêt du Projet
en date du :

le 9 mars 2006

Le Maire

Jean-Marc MESMOUDI

Vu pour être annexé à l'arrêté
du Maire pour l'approbation du
Projet en date du :

le 18 octobre 2006

Le Maire

Jean-Marc MESMOUDI

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	2
1 - SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	3
1.1 - Servitude pour la protection des monuments historiques (AC1)	3
1.2 - Servitude d'alignement (EL7)	3
1.3 - Servitude relative à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz (I3)	4
1.4 - Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques (I4)	4
1.5 - Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat (PT2)	5
1.6 - Servitude relative aux chemins de fer (T1)	5
ANNEXE 2 – EMBLEMENTS RESERVES	6
2 - LISTE DES EMBLEMENTS RESERVES	7
3 - MISE EN ŒUVRE REGLEMENTAIRE	8
ANNEXE 3 – ANNEXES SANITAIRES	10
1 - EAU POTABLE	11
1.1 - Production et qualité de l'eau	11
1.2 - Gestion du réseau d'eau potable	11
1.3 - Lutte contre l'incendie	11
1.4 - Moyens et mesures à mettre en place	12
2 - EAUX USEES	13
2.1 - Le réseau	13
2.2 - Le traitement	13
2.3 - Moyens et mesures à mettre en place	14
3 - EAUX PLUVIALES	15
3.1 - Hydrologie	15
3.2 - La qualité des eaux	16
3.3 - Le Réseau	16
3.4 - Moyens et mesures à mettre en place	16
4 - TRAITEMENT DES DECHETS	17
4.1 - Collecte et tri	17
4.2 - Moyens et mesures à mettre en place	17



ANNEXE 1 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE



1 - SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

La présente liste des servitudes n'est donnée qu'à titre d'information, les servitudes en cause étant créées et rendues opposables par des procédures particulières et indépendantes du PLU.

1.1 - SERVITUDE POUR LA PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES (AC1)

- Nature : obligation pour tout propriétaire de biens de solliciter l'accord préalable du service responsable pour toute restauration, travaux, démolition, modification ou changement d'affectation
- Date d'établissement : Arrêté du 4 août 1978 issu de la Loi du 31 décembre 1913 modifié
- Localisation : Place du Général Leclerc et rues adjacentes autour des restes de l'ancienne église (tour et travées)
- Service responsable : Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de l'Orne

1.2 - SERVITUDE D'ALIGNEMENT (EL7)

- Nature : interdiction pour tout propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement d'édifier des constructions nouvelles ou de réaliser des travaux confortatifs tels que le renforcement des murs, l'établissement de dispositif de soutien ...
- Date d'établissement : cf. tableau ci-après
- Localisation : cf. tableau ci-après
- Service responsable : Direction Départementale de l'Equipement de l'Orne

Sur les routes départementales

Date de l'arrêté	Route départementale.	Longueur	Nom de rue
29 OCTOBRE 1840	908	630 m	Rue FELIX DESAUNAY
18 JUIN 1853	908	710 m	Rue d'ALENCON
27 AVRIL 1897	20	244 m	Route de BRIOUZE
22 OCTOBRE 1877	20	225 m	Rue des CINQ FRERES ROBINET
18 AOUT 1875	18	625 m	Av. LE MEUNIER DE LA RAILLERE
12 MAI 1870	916	270 m	Avenue THIERS

Sur les voies communales

Date de l'arrêté	Voie communale.	Longueur	Nom de rue
		1 240 m	Rue de la BARRE Rue d'HAUTVIE Rue d'ARGENTAN
29 NOVEMBRE 1941	12	160 m	Rue de l'OISIVIERE
1er FEVRIER 1900	15	275 m	LA BROCHARDIERE
31 JANVIER 1902	15	245 m	Rue de la BROCHARDIERE
31 JANVIER 1902	17	350 m	LES NOUELLES
31 JANVIER 1902	21	130 m	Côté du CHAMP DES OISEAUX
31 JANVIER 1902	21	430 m	Côté du GRAND RIDREL
31 JANVIER 1902	24	200 m	LA PARVALLIERE

1.3 - SERVITUDE RELATIVE A L'ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS DE DISTRIBUTION ET DE TRANSPORT DE GAZ (I3)

- Nature : permet d'établir à demeure, d'exploiter et d'entretenir les ouvrages projetés dans des terrains non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ; et ne pas procéder, sauf accord préalable de Gaz de France, dans la bande de servitudes, à aucune modification de profil de terrain, construction, plantation d'arbres, ni à aucune pratique culturale descendant à plus de 0,40 m de profondeur. Une zone non aedificandi grève les terrains sur une bande de 4m de part et d'autre de la canalisation.
- Date d'établissement : loi du 15 juin 1906 (art.12) modifiée. Décret n°70.492 du 11 juin 1970 modifié par décret n°85.1109 du 15 octobre 1985
- Localisation : canalisation de gaz naturel Haute Pression DN 100 MESSEI/LA FERTE MACE
- Service responsable : Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche (DRIRE) – Région Basse Normandie – Citis « Le Pentacle » - avenue de Tsukuba – 14209 HEROVILLE SAINT CLAIR Cedex
- Service exploitant : Gaz de France – Région Basse Normandie – Agence Transport de Caen – rue Lavoisier – BP114 – 14204 HEROUVILLE SAINT-CLAIR

1.4 - SERVITUDE RELATIVE A L'ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES (I4)

- Nature : servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres
- Date d'établissement : loi du 15 juin 1906 (art.12) modifiée. Décret n°70.492 du 11 juin 1970 modifié par décret n°85.1109 du 15 octobre 1985
- Localisation : HTB 2 × 90 KW Flers-Domfront/Flers-Loisvière
- Service responsable : Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche (DRIRE) – Région Basse Normandie – Citis « Le Pentacle » - avenue de Tsukuba – 14209 HEROVILLE SAINT CLAIR Cedex
- Service exploitant : EDF – Groupe d'exploitation Transport Normandie – 15, rue des carriers – BP7 – 14 123 IFS

1.5 - SERVITUDE RELATIVE AUX TRANSMISSIONS RADIOELECTRIQUES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES, DES CENTRES D'EMISSION ET DE RECEPTION EXPLOITES PAR L'ÉTAT (PT2)

- Nature : servitudes de la zone spéciale de dégagement de la station hertzienne Domfront-La Ferté-Macé
- Date d'établissement : Code des postes et télécommunications, articles L.54 à L.56 inclus et R.26 à R.39 – Décret interministériel du 24 février 1988
- Localisation : Station hertzienne au Nord du territoire
- Service responsable : France Télécom – Direction régionale de la Basse Normandie – 38, rue des cultures – 14 062 CAEN Cedex 4

1.6 - SERVITUDE RELATIVE AUX CHEMINS DE FER (T1)

- Nature : servitude de grande voirie engendrant des préconisations pour les alignements, l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation, les distances à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés et le mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.
- Servitudes spéciales pour les constructions, les excavations et les dépôts de matières inflammables ou non
- Servitude de débroussaillage
- Date d'établissement : loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer – Décret du 22 mars 1942
- Localisation : lignes Couterne-La Ferté-Macé (n°433 000) et Briouze-La Ferté-Macé (n°434 000)
- Service responsable : SNCF – Direction Régionale – 19, rue de l'Avalasse – BP696 – 76 008 ROUEN cedex 1



ANNEXE 2 – EMPLACEMENTS RESERVES



2 - LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés découlent directement de la stratégie d'aménagement retenu par la commune. Ils concernent les secteurs où des opérations d'intérêt général ont été envisagées, à court et moyen terme, et correspondent à :

- Création de desserte automobile ;
- Aménagement et création de cheminements piétons

N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie approximative en m ² ou en ml
1	Stationnement à proximité et extension du cimetière	Commune	7 698 m ²
2	Création d'une voie d'accès au sud du collège, du gymnase et de la piscine	Commune	11 863 m ² (734 ml)
4	Élargissement du Chemin de Bât	Commune	521 m ² (147 ml)
5	Liaison Rond-Point Boulevard Hamonic/Avenue Président Coty et quartier de la Saulaie	Commune	3 442 m ² (202 ml)
6	Liaison Chemin de Bât / Zone de la Gare	Commune	926 m ² (67 ml)
7	Liaison Chemin de Bât / Zone de la Gare	Commune	1 441 m ² (88 ml)
8	Liaison Boulevard Hamonic Rue Pasteur	Commune	914 m ² (66 ml)
9	Liaison piétons et cycles : Rue Pasteur Avenue Le Meunier de la Raillière	Commune	2 177 m ² (113 ml)
10	Liaison piétons et cycles : Boulevard de Contades Avenue Le Meunier de la Raillière	Commune	1 323 m ² (110 ml)
13	Liaison Zone des Chauvins Route de Briouze	Commune	1 381 m ² (84 ml)
14	Liaison Zone des Chauvins Carrefour de la Saulaie	Commune	496 m ² (24 ml)
16	Élargissement VC 17 Les Nouelles	Commune	3 404 m ² (669 ml)
17	Élargissement rue de la Saulaie	Commune	Nord : 857 m ² (226 ml) Sud : 713 m ² (290 ml)
18	Création d'une voie d'accès à la zone d'activités de Bellevue	commune	19 987 m ²

3 - MISE EN ŒUVRE REGLEMENTAIRE

Article L.123-1 (extraits)

Les plans locaux d'urbanisme fixent les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

A ce titre, ils peuvent :

....

8° Fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts;

Article L.123-17

Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme pour un ouvrage public, une voie publique, une installation d'intérêt général ou un espace vert peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants.

Article L.230-1

La mise en demeure de procéder à l'acquisition d'un terrain bâti ou non est adressée par le propriétaire à la mairie de la commune où se situe le bien. Elle mentionne les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent déclarer des servitudes.

Les autres intéressés sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective à l'initiative de la mairie ou du service public qui fait l'objet de la mise en demeure. Ils sont tenus de se faire connaître à ces derniers, dans le délai de deux mois, à défaut de quoi ils perdent tout droit à indemnité.

Article L.230-2

Au cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès, les ayants droits du propriétaire décédé peuvent, sur justification que l'immeuble en cause représente au moins la moitié de l'actif successoral et sous réserve de présenter la demande d'acquisition dans le délai de six mois à compter de l'ouverture de la succession, si celle-ci n'a pas été formulée par le propriétaire décédé, exiger qu'il soit sursis à concurrence du montant de son prix, au recouvrement des droits de mutation afférents à la succession tant que ce prix n'aura pas été payé.

Article L.230-3

La collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande.

A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné au premier alinéa, le juge de l'expropriation saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble.

Ce prix, y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation, sans qu'il soit tenu compte des dispositions qui ont justifié le droit de délaissement.

La date de référence prévue à l'article L.13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est celle à laquelle est devenu opposable aux tiers le plus récent des actes rendant public le plan local d'urbanisme, ou l'approuvant, le révisant ou le modifiant et délimitant la zone dans laquelle est situé le terrain.

Le juge de l'expropriation fixe également, s'il y a lieu, les indemnités auxquelles peuvent prétendre les personnes mentionnées à l'article L.230-2.

Le propriétaire peut requérir l'emprise totale de son terrain dans les cas prévus aux articles L.13-10 et L.13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L.230-4

Dans le cas des terrains mentionnés à l'article L.123-2 et des terrains réservés en application de L.123-17, les limitations au droit de construire et la réserve ne sont plus opposables si le juge de l'expropriation n'a pas été saisi trois mois après l'expiration du délai d'un an mentionné à l'article L.230-3. Cette disposition ne fait pas obstacle à la saisine du juge de l'expropriation au-delà de ces trois mois dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L.230-3.

Article L.230-5

L'acte ou la décision portant transfert de propriété éteint par lui-même et à sa date tous droits réels ou personnels existants sur les immeubles cédés même en l'absence de déclaration d'utilité publique antérieure. Les droits des créanciers inscrits sont reportés sur le prix dans les conditions prévues à l'article L.12-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L.230-6

Les dispositions de l'article L.221-2 sont applicables aux biens acquis par une collectivité ou un service public en application du présent titre III.

Article L.423-1

Lorsqu'un emplacement est réservé par un plan d'occupation des sols rendu public ou un plan local d'urbanisme approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, pour un ouvrage public, une voie publique, une installation d'intérêt général ou un espace vert et que la construction à édifier a un caractère précaire, le permis de construire peut exceptionnellement être accordé, sur avis favorable de la collectivité intéressée à l'opération.



ANNEXE 3 – ANNEXES SANITAIRES



1 - EAU POTABLE

1.1 - PRODUCTION ET QUALITE DE L'EAU

La commune de La Ferté-Macé possède sur son territoire 4 sites de captages regroupés au Nord-Est de la commune :

- Les Goutelles ;
- Le Douet de l'Aulne ;
- La Lande au Mineur ;
- La Dronière.

Ces captages ont fait l'objet d'un périmètre de protection immédiat acquis par la ville. Il n'est pas envisagé de mettre en place des périmètres de protection plus vastes pour assurer une bonne qualité des eaux. Ceux-ci s'avèreraient inefficaces du fait de l'importance des facteurs de pollution dans ces secteurs. Il est envisagé la recherche de nouvelles ressources.

Un nouveau point de captage est à l'étude au Sud du territoire dans la Forêt Domaniale d'Andaines. Le Syndicat Départemental de l'Eau (SDE) a installé des têtes de pompes. Une convention d'exploitation des captages est en instance de signature auprès de l'ONF.

Ces ouvrages de prélèvement d'eau ne bénéficient pas, à ce jour, de périmètre de protection et par conséquent, de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la commune.

1.2 - GESTION DU RESEAU D'EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable sur la commune est réalisée directement en régie. Les débits de captages journaliers sont compris entre 545 m³ et 1 234 m³.

Les différents captages n'assurant pas complètement l'alimentation en eau potable, un complément est effectué par le Syndicat Mixte d'Achat d'Eau. Cette usine d'eau potable, qui produit environ 260 000 m³ par an, est gérée par le Syndicat Intercommunal des Eaux d'Andaines, son exploitation est assurée par Vivendi Environnement.

1.3 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Un système de lutte contre les incendies, organisé autour de bornes incendies, est en place sur la commune.

Il est rappelé que le Maire est responsable de la protection et des moyens de lutte contre les incendies sur son territoire, conformément à l'article L.131-2 du Code des Communes.

En zone urbaine, les poteaux incendie doivent être implantés tous les 200 m environ avec un diamètre 1000 et un débit de 60m³/h sous 1 bar de pression.

1.4 - MOYENS ET MESURES A METTRE EN PLACE

Le réseau devra être complété et renforcé par un maillage supplémentaire afin de pouvoir répondre aux besoins en eau potable des secteurs d'urbanisation future ainsi qu'au réseau de défense incendie.

Des études approfondies devront être réalisées pour trouver de nouveaux points de captages sur le territoire communal qui seront moins vulnérables à la pollution.

2 - EAUX USEES

La commune est située en zone sensible depuis le 9 janvier 2006, date de prise de l'arrêté préfectoral portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne. Un arrêté d'objectif de réduction des flux de substances polluantes a été pris en date du 15 mars 2004.

2.1 - LE RESEAU

La commune est organisée par un système d'assainissement collectif de type pseudo-séparatif. Ce service est géré directement par la commune. La zone desservie par l'assainissement collectif regroupe près de 60% de la population communale totale. Elle correspond à la totalité de la partie agglomérée.

Les constructions non desservies par les réseaux collectifs doivent traiter les eaux usées par des techniques d'assainissement autonome dans un souci de salubrité et de respect de l'environnement.

Le Schéma Directeur d'Assainissement, réalisé en septembre 2005, détaille les aptitudes des sols et les systèmes d'assainissement autonome les plus appropriés sur la commune.

Concernant les secteurs soumis à de fortes contraintes parcellaires :

- 75% des habitations ne présentent pas ou peu de contraintes pour effectuer des installations d'assainissement autonomes ;
- 25% des habitations présentent des contraintes importantes de réhabilitation de leur assainissement autonome ;
- les hameaux de « La Roussinière » et « Le Clairét » rencontrent de fortes contraintes pour mettre en place en assainissement autonome

2.2 - LE TRAITEMENT

La commune possède une station de 12 000 Equivalents Habitants (EH) pour une charge produite de 6 000 EH (type boues activées). La station date de 1999 et est exploitée par la Générale des Eaux.

En 2005, ses capacités nominales sont :

Débit nominal	1 850 m ³ /jour
MES	700 kg/jour
DCO	1 500 kg/jour
DBO5	700 kg/jour
NTK	140 kg/jour
PT	46 kg/jour

Cette station est équipée d'un poste de dépotage pour les matières de vidange. Le nombre de branchement est de 2 533, avec une consommation moyenne par branchement estimée à 98 m³ pour l'année 2004 (source : la compagnie fermière).

Selon les informations du SATESE, la station est chargée actuellement à 50% par des éléments organiques. Toutefois, des surcharges hydrauliques viennent perturber le fonctionnement de l'ouvrage. Des études sont en cours afin de limiter les entrées d'eaux parasites.

La station est en conformité vis-à-vis du plan d'épandage des boues.

2.3 - MOYENS ET MESURES A METTRE EN PLACE

Suite à l'étude d'aptitude des sols, , l'assainissement autonome est proscrit sur sept secteurs compte tenu de la densité de la population, des fortes contraintes de réhabilitation (parcelle de faible surface, accès difficile, aménagements paysagers importants), des traces de pollution constatées dans les exutoires et de l'aptitude à l'épandage faible.

Un raccordement au réseau collectif est préconisé pour les hameaux suivants : Le Clairêt, La Tourelle, La Roussinière, La Lamberdière, La Péléras, les Tesnières, les Nouelles, l'Oisivière.

Le Douet de l'Aulne bénéficiera de sa propre unité de traitement.

L'ensemble des zones AU inscrites au PLU sera raccordé au réseau d'assainissement collectif.

3 - EAUX PLUVIALES

3.1 - HYDROLOGIE

▪ Le bassin-versant

La Ferté-Macé se situe dans le bassin versant de La Mayenne et dans le sous bassin-versant du ruisseau de La Maure.

La Maure est un affluent du ruisseau de Gourbe, lui-même affluent rive droite de La Mayenne.

Le bassin-versant de La Maure est relativement étendu : 55 km², et comprend de nombreux petits écoulements affluents directs ou non. Le principal, le ruisseau de Fimbrune, rejoint le ruisseau de La Maure au Sud de l'agglomération de La Ferté-Macé.

Un important plan d'eau à usage de loisirs (environ 30 ha) est établi sur ce cours d'eau, au niveau de « La Brochardière ». Ce dernier est également alimenté par le ruisseau de Saint-Maurice-du-Désert.

▪ Les caractéristiques hydrologiques

Les caractéristiques de débit du ruisseau de La Maure, principal cours d'eau traversant La Ferté Macé, peuvent être appréhendées grâce aux mesures effectuées à la station de jaugeage située sur son cours (superficie du bassin versant contrôlé : 28.1 km²).

Les débits moyens mensuels sont estimés comme suit :

Débits moyens interannuels

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D	Année
M ³ /s	0.63	0.51	0.43	0.34	0.25	0.17	0.10	0.06	0.08	0.16	0.26	0.43	0.28
L/s/km ²	22.5	18.3	15.4	12.1	8.8	6.0	3.4	2.2	2.9	5.5	9.1	15.2	10.1

Les débits les plus faibles s'observent de juillet à septembre, et les plus forts de décembre à mars.

Concernant les débits d'étiage, le débit moyen mensuel sec de récurrence 5 ans (QMNA 1/5) ainsi que le débit moyen minimum de 30 jours consécutifs de fréquence quinquennale sèche sont respectivement de 0.038 m³/s et de 0.034 m³/s.

Les débits de crue de La Maure sont les suivants :

2 ans	5 ans	10 ans
3.60 m ³ /s	4.70 m ³ /s	5.60 m ³ /s
128.2 l/s/km ²	167.4 l/s/km ²	199.4 l/s/km ²

3.2 - LA QUALITE DES EAUX

Les données qualitatives disponibles concernent uniquement le ruisseau La Maure ; les autres cours d'eau ne disposent d'aucun suivi.

Pour la période 1982-1989, le ruisseau La Maure présente une qualité globale de classe 1A (très bonne) à l'amont de LA FERTE-MACE, et 3 (mauvaise) à l'aval.

Concernant la qualité « nitrates », la classe N3 (mauvaise) est affectée à ce cours d'eau à l'aval de La Ferté Macé, toujours entre 1982 et 1989.

Concernant les phosphores, et pour la même période, la qualité relevée est P3 (mauvaise) à l'aval de La Ferté Macé.

L'objectif de qualité fixé pour le ruisseau La Maure est 1A (très bonne) à l'amont de La Ferté Macé, 3 (mauvaise) dans sa partie urbaine, puis 2 (moyenne) de la confluence avec le ruisseau de Fimbrune à l'étang de « La Vallée de La Cour », et 1B (bonne) dans sa partie la plus aval (forêt d'Andaines).

Les autres cours d'eau ne sont pas répertoriés (Qualité A - non répertoriée), l'objectif de qualité retenu par défaut est donc 1A.

3.3 - LE RESEAU

La commune dispose dans les secteurs urbanisés d'un dispositif de collecte des eaux pluviales en grande partie busée. Des puisards se localisent ponctuellement.

L'essentiel du réseau se décline par un réseau de fossés qui desservent un territoire au relief marqué avec des terres à l'hydromorphie temporaire notable.

De nombreux ruisseaux et rus permettent d'assurer le stockage et de réguler les eaux pluviales.

3.4 - MOYENS ET MESURES A METTRE EN PLACE

Compte tenu des projets d'urbanisation et de l'augmentation de la surface imperméabilisée, les opérations nouvelles nécessiteront la mise en place de sites de stockage des eaux pluviales de manière à limiter les écoulements simultanés sur le réseau et dans les exutoires naturels.

4 - TRAITEMENT DES DECHETS

4.1 - COLLECTE ET TRI

La commune est concernée par le Plan d'Elimination des Déchets ménagers et Assimilés (PEDMA) de l'Orne. L'arrêté du 30/11/2001 révisant le PEDMA a été annulé par le tribunal administratif le 07/10/2003, en conséquence la commune est toujours concernée par le PEDMA de 1997.

La collecte des déchets est assurée par le SIRTOM d'Andaines.

Une collecte sélective par apport volontaire a, par ailleurs, été mise en place par l'implantation ponctuelle de bacs de récupération des plastiques et des verres.

4.2 - MOYENS ET MESURES A METTRE EN PLACE

La Communauté de Communes du Pays Fertois est compétente en matière de traitement des déchets. Elle participe actuellement à l'élaboration du PEDMA.

A terme, la collecte sélective des déchets devrait être mise en place sur l'ensemble du territoire intercommunal.